



**LA COMPLEXITÉ GÉOPOLITIQUE  
DE LA « NOUVELLE » POSITION BULGARE  
SUR LA MACÉDOINE**

La question de l'identité macédonienne et de l'avenir de l'Etat de Macédoine n'en finit pas d'être posée par les Etats voisins. La Grèce ne reconnaît toujours pas l'identité macédonienne ni l'Etat de Macédoine sous ce nom. La Serbie maintient sa pression à travers la non reconnaissance de l'Eglise orthodoxe macédonienne par l'Eglise orthodoxe serbe, alors que cette question semble revêtir une haute importance pour la Macédoine. Enfin, la Bulgarie vient d'appeler la Macédoine à cesser ses attaques contre l'histoire bulgare ; en outre, elle a menacé de bloquer l'adhésion de la Macédoine à l'Union européenne. Il vaut la peine de s'y intéresser de plus près : cela constitue en effet un revirement quelque peu inattendu dans les développements politiques régionaux des dernières années.

La Bulgarie est l'un des premiers pays à avoir reconnu l'Etat de Macédoine, mais elle maintient sa position politique ambiguë au sujet de la langue et de la nation macédonienne, qu'elle considère comme bulgares. Les nouvelles tensions entre ces deux pays ont éclaté au grand jour au mois de juillet 2006, lorsque le ministre des affaires étrangères Ivaylo Kalfin a déclaré que la Bulgarie ne « soutiendra pas sans condition la candidature de la Macédoine à l'Union européenne » et a invité les responsables macédoniens « à mettre un terme aux attaques contre l'histoire bulgare ». Ces

déclarations ont entraîné de vives réactions en Macédoine, où elles ont été interprétées comme la poursuite d'une politique bulgare de négation de l'identité macédonienne. L'affaire a aussi provoqué un incident diplomatique: Kalfin n'a pas accepté de recevoir en personne une note de protestation de l'ambassadeur de Macédoine Abdurrahman Haliti. Ce dernier a pour sa part refusé de rencontrer des fonctionnaires subalternes du ministère des affaires étrangères de la Bulgarie.

Le premier-ministre bulgare Georgi Prvanov ne s'est pas distancé des propos de Kalfin. Au contraire, il a durci davantage encore la position bulgare sur la question de la Macédoine. Dans sa lettre de vœux du 2 août 2006 adressée au président de la Macédoine à l'occasion de la Fête nationale de la Macédoine (Ilinden), Prvanov a rappelé à ce dernier – sur un ton certes diplomatique – qu'Ilinden était aussi une fête bulgare, commémorant une insurrection anti-ottomane : « ce qui nous réunit dans notre histoire est plus que ce qui nous sépare ». Alors que le président macédonien Branko Crvenskoski avait, dans un premier temps, minimisé les déclarations de Kalfin en les qualifiant de positions « non officielles », lors de son allocution de 2 août, il a répondu à Prvanov en affirmant que « l'insurrection d'Ilinden est intégralement une œuvre macédonienne et n'a rien à voir avec l'histoire bulgare ».<sup>1</sup>

Comment comprendre ce revirement bulgare vis-à-vis de la question macédonienne ? Paradoxalement, cette attitude bulgare dessert la Bulgarie elle-même : ces prochains mois sera en effet prise la décision sur l'adhésion de ce pays à l'Union européenne en 2007 ou en 2008 ; or, les relations de bon voisinage figurent au nombre des conditions clés de l'entrée des pays de l'Europe du Sud-Est dans l'Union européenne. Autrement dit, la nouvelle position bulgare sur la Macédoine

---

<sup>1</sup> Rappelons que cette position de Crvenskovski est en contradiction avec celle des deux précédents premiers ministres de Macédoine (Ljupco Georgievski et Vlado Buckovski), qui avaient proposé que la fête du 2 août soit célébrée en commun avec la Bulgarie.

peut se révéler désavantageuse pour son ambition de devenir membre de l'UE en 2007, d'autant plus que les critères pour l'adhésion ont été revus à la hausse par les membres de l'UE depuis le « non » français et hollandais à la Constitution européenne et pour tenir compte d'opinions publiques européennes de plus en plus défavorables à de futurs élargissements vers l'Est.

En fait, l'affaire a suivi de quelques jours seulement un scandale qui a éclaté en Macédoine suite à sa révélation par les médias bulgares : l'obtention de la nationalité bulgare par Ljupco Georgievski, ancien premier ministre de Macédoine (VMRO-NP). Cette nouvelle a provoqué un tollé anti-bulgare dans l'opinion macédonienne : Georgievski a été qualifié de « traître » par les médias et l'élite macédonienne. Sur le plan intérieur macédonien, ces divulgations n'étaient pas accidentelles, car elles se sont produites à un moment politique crucial, celui de la constitution du nouveau gouvernement macédonien dirigé par Nikola Gruevski. Certains analystes locaux soupçonnent que les auteurs de la divulgation de cette affaire sont les sociaux-démocrates de Macédoine (SDSM), perdants des élections du mois de juillet dernier. En rendant publique cette affaire, ils auraient ainsi coupé l'herbe sous les pieds du nouveau premier ministre, afin de l'empêcher d'intégrer la formation de Georgievski dans son nouveau cabinet. Ainsi, le gouvernement de Gruevski resterait dépendant de la bonne volonté d'une aile dissidente des sociaux-démocrates (le « Nouveau Parti social démocrate de Macédoine » de Tito Petkovski). De cette façon, ils pourraient maintenir la pression et contrôler les ambitions du nouveau chef de gouvernement en vue de réformer en profondeur le pays (notamment en luttant contre la corruption et en mettant un terme aux relations problématiques entre classe politique et oligarchies).

Pour revenir à la « nouvelle » position bulgare sur la Macédoine, ce qui à priori est en jeu est la naissance, en 2006, d'une nouvelle formation politique macédonienne en Bulgarie : l'Organisation

de l'Unité Macédonienne-Ilinden (OMO-Ilinden)<sup>2</sup>. En l'an 2000, la Cour constitutionnelle bulgare avait banni l'OMO-Ilinden Pirin de la scène politique bulgare. Elle avait motivé sa décision par les ambitions séparatistes de cette organisation. Mais, en 2005, la Cour européenne de justice avait cassé cette décision. Avec la création de cette deuxième formation politique macédonienne « OMO-Ilinden » en Bulgarie, le spectre d'un possible réveil du sentiment macédonien dans la région de Pirin (Est de la Bulgarie) a ainsi été réactualisé et pourrait représenter à terme une menace pour l'intégrité territoriale de la Bulgarie. Selon un analyste macédonien respecté, la question macédonienne occuperait une position centrale dans l'agenda politique bulgare des 200 dernières années et, chaque fois que cette question est évoquée, elle mobilise rapidement l'opinion publique bulgare.

Les médias bulgares ont été agités par de vives polémiques au sujet de la création de cette nouvelle formation politique en Bulgarie. Il faut relever que l'un des co-présidents de l'OMO-Ilinden aurait acquis la nationalité macédonienne : selon la presse macédonienne, ce fait gênerait considérablement la classe politique bulgare, accusée de viser à l'assimilation des Macédoniens de Macédoine. En fait, depuis la progression du statut de candidat de la Bulgarie à l'Union européenne, par opportunisme, plusieurs milliers de Macédoniens auraient demandé la nationalité bulgare. L'acquisition de la nationalité bulgare implique de démontrer des origines bulgares<sup>3</sup>.

Le durcissement de la position bulgare sur la question macédonienne s'explique aussi par l'arrivée au pouvoir à Skopje du VMRO-DPMNE, de tendance politique plus nationaliste. Gruevski n'a pas

---

<sup>2</sup> Les relations entre OMO-Ilinden et OMO-Ilinden Pirin ne seraient pas bonnes.

<sup>3</sup> L'Union européenne a récemment soulevé ce problème d'acquisition relativement facile du passeport bulgare (européen) par des candidats à l'immigration dans les pays de l'Union européenne. Selon la presse bulgare, 200.000 Macédoniens auraient déposé une telle demande.

d'inclination pro-bulgare (comme au temps de Ljupco Georgievski) et a fait des promesses électorales en faveur des droits nationaux-ethniques des Macédoniens de Bulgarie, de Grèce et d'Albanie.

Ces déclarations bulgares s'inscrivent aussi dans un contexte électoral en Bulgarie : en octobre prochain auront lieu les élections présidentielles, et le premier ministre actuel Georgi Prvanov (issu de Parti socialiste bulgare – BSP) entend briguer la présidence. En outre, il se trouve de plus en plus confronté à la nouvelle formation politique nationaliste *Ataka*. Celle-ci reproche au BSP la coalition avec le Parti des droits et libertés (parti politique turque dirigé par Ahmet Dogan) et d'avoir toléré le clientélisme de cette formation ainsi que sa politique discriminatoire vis-à-vis de la population bulgare dans les zones à majorité turque. En résumé, Prvanov aurait créé un climat nationaliste bulgare autour de l'affaire macédonienne afin de couper l'herbe sous les pieds du mouvement *Ataka*, qui articule les frustrations d'une partie de la population bulgare mécontente de sa situation socio-économique. Cette thèse de la création d'un climat de populisme dans des buts électoraux peut effectivement contribuer à expliquer le revirement inattendu de la position bulgare sur la Macédoine, alors que les relations entre les deux pays se trouvaient à un bon niveau.<sup>4</sup>

Cependant, l'enjeu de cette polémique dépasserait le différend entre ces deux pays. Le magazine macédonien *Forum Plus* pose la question de savoir à qui profitent réellement ces nouvelles querelles bulgare-macédoniennes ? A en croire cet hebdomadaire, le facteur russe et son influence dans les Balkans ne devraient pas être négligés dans l'analyse de cette polémique. Le premier ministre bulgare Prvanov serait un ancien agent communiste bulgare (et par définition russe), un fait

---

<sup>4</sup> En avril 2005, avait été inauguré le Centre culturel et informatif de Macédoine à Sofia en présence de Branko Crvenkovski et de Georgi Prvanov et plusieurs accords bilatéraux de coopération dans différents domaines ont été conclus (notamment dans le domaine de l'enseignement).

publiquement admis par l'intéressé<sup>5</sup>. Si Prvanov brigue la présidence, la position russe en Bulgarie serait renforcée et les intérêts de Moscou ne seraient pas menacés. Selon un fin connaisseur de la région, la Russie aurait effectué de très importants investissements financiers en Bulgarie pour préserver son influence. L'influence politique russe en Bulgarie serait énorme, notamment auprès des personnes issues du Parti socialiste bulgare. Un nombre important de responsables politiques bulgares auraient un lien avec la Russie d'une manière ou d'une autre : formation civile ou militaire en Russie, anciens agents du KGB, représentants d'entreprises bulgares en Russie, partenaire d'entreprises russes en Bulgarie, mariages avec des femmes russes, etc... Les intérêts russes en Bulgarie seraient hautement stratégiques, car la Bulgarie est membre de l'OTAN, elle sera très prochainement membre de l'UE, sur son territoire sont situés trois bases militaires des USA et le territoire bulgare est un passage obligé énergétique depuis la mer Noire (projet de pipeline « GazProm »).

Les développements que nous avons évoqués iraient dans le sens voulu par la Russie, c'est-à-dire augmenter la crédibilité patriotique de Prvanov auprès de l'électorat bulgare et accroître ainsi les chances d'élire « leur » candidat. L'élite politique macédonienne jouerait peut-être ce jeu nationaliste inconsciemment, car la Macédoine est plus affectée dans ce démêlé compte tenu du fait qu'il touche à la question identitaire macédonienne. Cependant, il y aurait aussi des acteurs politiques et économiques de Macédoine dans l'orbite de l'influence russe : leurs réactions dans le différend avec la Bulgarie s'inscriraient dans une « coordination russe ». Il s'agirait en majorité d'acteurs politiques ou des hommes d'affaires proches de l'ancienne Ligue des communistes de Macédoine (aujourd'hui SDSM).

---

<sup>5</sup> Il aurait expliqué s'être donné comme tâche un rôle patriotique bulgare.

Si cette thèse de la « coordination russe » autour du différend bulgare-macédonien est difficilement vérifiable et peut aussi refléter des théories complotistes, il ne faut pas pour autant l'écarter sans autre. La présence politique et économique active russe dans la région des Balkans est désormais une réalité<sup>6</sup>. Il faut aussi rappeler que, en 1934, le *Komintern* avait substantiellement contribué à l'affirmation de la question macédonienne et visait, à travers elle, à étendre son influence dans la région. La Russie cherche aujourd'hui à être active en relation avec la problématique identitaire macédonienne (notamment par le biais de l'Eglise orthodoxe) et, à travers cette question, elle peut aspirer à exercer une influence auprès de politiciens macédoniens (notamment le premier ministre actuel de Macédoine) afin qu'ils s'alignent sur sa politique dans la région. Sur ce plan, pour la Russie, il s'agit notamment de la position de la Macédoine sur la question du statut du Kosovo, un dossier dans lequel Moscou cherche manifestement à tirer son épingle du jeu dans ses rapports avec les puissances occidentales actives dans cette province ainsi qu'à mettre à profit la question du statut du Kosovo pour pouvoir l'appliquer à l'Ossétie du Sud ou à l'Abkhazie et y légitimer ainsi sa politique.

© 2006 JFM Recherches et Analyses - Tous droits de traduction et de reproduction réservés.

---

<sup>6</sup> Outre les investissements en Serbie, la Russie est très présente sur ce plan dans l'économie touristique monténégrine et commence à investir dans l'industrie macédonienne (l'entreprise pétrolière « Lukoil » est un exemple).